

Les données transfrontalières Insee Hauts-de-France

Introduction

Le Webinaire du 9 février 2021 du réseau **Piver** (plateforme d'information et de valorisation des études dans la région Hauts-de-France) en partenariat avec le portefeuille de projets INTERREG Flandria Rhei sur les données transfrontalières a rassemblé 150 personnes. Il a mis en évidence la pluralité des projets (Interreg ou pas) et des études qui recherchent, collectent ou produisent les données permettant de mieux comprendre voire de s'approprier le territoire transfrontalier. Le Brexit et la pandémie de Covid-19 marquant nos vies depuis des mois, ont paradoxalement eu le mérite de mettre en lumière l'intensité des interactions au sein du bassin de vie transfrontalier, au travers des difficultés expérimentées par les frontaliers dans leur quotidien. Les données transfrontalières apparaissent ainsi comme indispensables pour comprendre avec précision les réalités de ces espaces et répondre aux besoins :

- **des citoyens** qui vivent dans ces espaces si particuliers, et pour lesquels une information pédagogique en temps réel est utile,
- **des élus** qui construisent et mettent en œuvre des politiques publiques, et pour lesquels les données actualisées en temps réel constituent une aide à la décision,
- **de l'Europe** qui doit organiser ses programmations aux échelles pertinentes pour les citoyens.

Tous les usages quotidiens transfrontaliers peuvent être abordés à travers les DATA : sanitaires, récréatifs, informatifs, de formation, d'emploi, de mobilité, etc...

Pour une démarche pertinente à 360°, le conseiller diplomatique auprès du Préfet de la région des Hauts-de-France et le Délégué de la Région flamande en France ont mis en exergue la **nécessité d'une coopération** des versants flamands, wallons et français **portée politiquement** et dotée de **moyens d'animation**. Transparence et interopérabilité doivent être garanties, tout comme la qualité des processus de productions de ces données.

EMPLOI TRANSFRONTALIER : ÉLÉMENTS DE CADRAGE ET PERSPECTIVES 2030 (INSEE HAUTS-DE-FRANCE)

La présentation porte sur deux études réalisées en partenariat avec le Sgar, la Région, le Département du Nord et la MEL sur l'emploi transfrontalier. Ces études donnent des éléments de cadrage et les perspectives à l'horizon 2030 pour l'emploi transfrontalier.

Fin 2017, 23 700 résidents des Hauts-de-France travaillent en Belgique, leur nombre a baissé de 10,5 % depuis 2013. Plus d'un travailleur transfrontalier sur deux est ouvrier dans l'industrie manufacturière.

À l'horizon 2030, la baisse des actifs de moins de 65 ans serait plus marquée en Belgique que dans les Hauts-de-France. Sur les territoires frontaliers, les plus fortes hausses d'actifs sont attendues sur les zones d'emploi de Roubaix-Tourcoing et de Lille ; tandis que les plus fortes baisses concerneraient la Flandre belge.



Les données transfrontalières issues des travaux en partenariats et des travaux de l'Insee sont disponibles **sur la plateforme PEPTID** et mises à jour régulièrement.

LES DEMANDEURS D'EMPLOI AYANT TRAVAILLÉ EN BELGIQUE ET INDEMNISÉS PAR PÔLE EMPLOI (PÔLE EMPLOI HAUTS-DE-FRANCE)

Pôle emploi, premier acteur du marché du travail en France, œuvre au quotidien pour faciliter le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi et offrir aux entreprises des réponses adaptées à leurs besoins de recrutement. Pour ce faire, nous développons une offre de services personnalisés, fondés sur notre expertise approfondie du marché du travail : nous analysons les chiffres et nous portons des projets.

A fin septembre 2020, plus de 12 800 demandeurs souhaitent une mobilité vers la Belgique (+2 % sur un an et -16 % sur 3 ans - impact d'une convention fiscale moins avantageuse). Les bassins de Valenciennes, versant nord-est, Lille, Sambre-Avesnois, regroupent 73 % des demandeurs d'emploi mobiles vers la Belgique. Leur profil ? Des personnes plus proches de l'emploi, davantage d'hommes, avec un niveau de formation élevé et qui bénéficient davantage d'un droit ouvert au RSA.

58 % des demandeurs d'emploi frontaliers souhaitant une mobilité pour la Belgique recherchent dans quatre principaux domaines professionnels : Transport et Logistique, Industrie, Commerce, Vente et grande distribution et Services à la personne et à la collectivité.

A la même période (septembre 2020), plus de 2 900 demandeurs d'emploi sont indemnisés suite aux périodes de travail en Belgique (+6,4 % sur un an et +4,5 % sur 3 ans).

Le projet Emploi Sans Frontières s'inscrit dans une volonté de favoriser les échanges économiques et sociaux et d'associer des compétences communes tout en valorisant les richesses de chaque région : présenter les opportunités transfrontalières, préparer les candidats, organiser des jobdatings, accroître la fluidité et la mobilité des travailleurs et des chercheurs d'emploi etc...

A noter que les équipes transfrontalières et les partenaires du projet répondent aux sollicitations externes (organismes d'insertion professionnelle, autres projets, etc.) et mettent ainsi en place des actions adaptées et sur-mesure.

Toutes les actions ainsi que les informations de premier niveau relative à l'emploi transfrontalier sont à retrouver sur le portail du projet : www.emploi-sans-frontières.eu.

En savoir plus sur l'actualité Pôle emploi HDF : pole-emploi.org/accès-régions/Hauts-de-France



Le projet Interreg « TransStat » (Province West-Vlaanderen)

Avec TransStat, nous souhaitons faciliter l'échange et le traitement de données transfrontalières entre la Belgique et la France. En utilisant le (s) service (s) de métadonnées, nous voulons guider l'utilisateur dans les statistiques transfrontalières.

Les fiches de métadonnées fournissent des réponses à des questions telles que :

- où puis-je trouver ces ensembles de données ?
- quelles données sont comparables

de part et d'autre de la frontière ?

- quelles opérations sont nécessaires pour rendre ces données comparables ?

- comment interpréter tout cela ?

TransStat ne se concentre pas sur un thème spécifique. Chaque thème peut se voir attribuer une place dans le service de métadonnées, à condition que le groupe de travail TransStat confirme son intérêt dans le cadre de la connaissance en transfrontalier.

TransStat se concentre cependant sur des données géographiquement précises: des ensembles de données contenant des données disponibles au niveau communal.

Les premières fiches de métadonnées devraient être prêtes d'ici la fin de 2021 et un accord de coopération garantit la poursuite de la gestion et de l'extension du catalogue même après la fin du projet TransStat.

Le projet Gedidot- BeVeGG (OR2S)

Il réunit une dizaine de partenaires français et belges autour des OR2S, ARS Grand Est, Provinces de Hainaut et de Namur, Iweeps. Il est soutenu financièrement par le Feder, la région Hauts-de-France et la Région Wallonne (Aviq).

Deux axes ont été poursuivis par ce projet :

- la création de profils locaux de santé transfrontaliers. 15 profils ont été réa-

lisés, dont un sur une zone franco-flamande ;

- la création d'un info-centre de santé qui compile des indicateurs communs sanitaires et sociaux sur l'ensemble de la zone concernée : la Wallonie, la Région des Hauts-de-France et les Départements des Ardennes et de la Marne (région Grand Est). L'objectif de l'info-centre est de produire une connaissance partagée et utile aux acteurs régionaux et locaux des phé-

nomènes sanitaires et sociaux. Les données de l'Info-centre sont disponibles sur www.infocentre-sante.eu

L'OR2S et l'ireps participent désormais au projet TransStat et une réflexion est en cours pour la pérennisation de l'info-centre.

Le projet Interreg AB-Réfugiés social : l'intégration des réfugiés via l'accompagnement social (Préfecture et Sgar des Hauts-de-France)

Le projet AB Réfugiés-Social est un projet transfrontalier développé pour une durée de 39 mois depuis le 1^{er} avril 2018 en France et en Belgique sur la question de l'intégration psycho-sociale des primo-arrivants. Les partenaires du projet sont les suivants :

- le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR) des Hauts-de-France, chef de file ;

- la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale (DRJSCS) des Hauts-de-France ;

- le Centre de référence en santé mentale (CréSaM) – Wallonie ;

- le Centre de Traduction en matière sociale wallon (Setisw) – Wallonie ;

- la Province de Flandre occidentale (PFO) – Flandre et la Vie Active (association de l'économie sociale et solidaire- France).

L'objectif général du projet est de proposer une intégration réussie des réfugiés par le renforcement de l'accompagnement sanitaire et social,

permettant : une augmentation qualitative des dispositifs existants, des accompagnements supplémentaires, de l'innovation et des expérimentations généralisables.

Le public ciblé sont des primo-arrivants au sens large, soit les réfugiés statutaires, les demandeurs d'asile, les mineurs isolés non accompagnés et les professionnels et bénévoles de l'accompagnement sanitaire et social. Les actions entreprises se composent en trois modules de travail : l'un sur les réseaux franco-belges de l'accompagnement (professionnalisation des acteurs et bénévoles de l'accompagnement sanitaire et so-

cial et échange de bonnes pratiques/recommandations) ; l'autre sur des « dispositifs mobiles et transfrontaliers d'accompagnement », composés de deux équipes pluridisciplinaires (interprètes, psychologues et personnels para-médicaux spécialisés dans la gestion des traumatismes, médiateurs interculturels) et un troisième module « expérimentations transfrontalières ».

Le projet Interreg AB-Réfugiés social : l'intégration des réfugiés via l'accompagnement social

Le déploiement de la fonction « Ambassadeur de l'intégration »



RÉALISATION DE PHOTOGRAPHIES SECTORIELLES TRANSFRONTALIÈRES ET TRAVAIL TRANSFRONTALIER EN HAINAUT, NORD ET PAS-DE-CALAIS ET FLANDRE OCCIDENTALE

Dans le cadre du projet Interreg Compétences sans frontières et plus particulièrement d'un observatoire transfrontalier, les instituts statistiques de France (INSEE), de Wallonie (IWEPS) et de Flandre occidentale (POM Flandre occidentale) travaillent ensemble pour réaliser une photo croisée du travail frontalier pour les territoires de Flandre occidentale, du Hainaut et des départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Trois secteurs sont analysés et identifiés dans le projet comme des secteurs de pointe, à savoir : l'alimentation, le textile et la construction.

En 2019, la Flandre Occidentale enregistre un taux de chômage de 3,5 % au 1er semestre, mais il devient de plus en plus difficile pour les entreprises de trouver les travailleurs adéquats pour occuper leurs postes vacants. Le Département du Nord, quant à lui, connaît un taux de chômage de 11 % au 2^{ème} trimestre 2019.

Dans ce contexte de complémentarité évidente, le Département du Nord et la Province de Flandre Occidentale ont renforcé leur coopération afin de développer les opportunités d'emploi

Ces photos sectorielles suivent toujours un schéma fixe dans lequel on retrouve des aspects démographiques, des statistiques sur le marché du travail, une partie économique portant sur les établissements et les salariés ainsi que sur les déplacements domicile-travail en transfrontalier dans les régions concernées.

Une seconde mission de l'observatoire vise à analyser d'une manière différente les déplacements domicile-travail. En utilisant les données mobiles de Proximus (pour le tronçon Flandre occidentale) et d'Orange (pour le tronçon Nord et Pas-de-Calais).

PRÉSENTATION DU PROJET « EN AVANT » (DÉPARTEMENT DU NORD)

transfrontalières, levier indéniable pour améliorer l'insertion des allocataires du RSA, d'une part, et procurer des offres d'emploi non-pourvues d'autre part.

C'est ainsi que le projet Interreg En Avant est né pour une durée de trois ans (1^{er} janvier 2012 – 31 décembre 2021) avec pour objectif de favoriser l'emploi des allocataires du RSA et des jeunes wallons au sein des entreprises flamandes en pénurie de main d'œuvre. Le projet est porté par la POM et compte de nombreux par-

tenaires parmi lesquels le Département, le VDAB, le Forem, la Maison de l'Europe, etc...

Au 31/12/2020, 28 allocataires du RSA avaient retrouvé un emploi en Flandre Occidentale et un peu moins de 200 ARSA sont suivis quotidiennement par les deux Conseillers Emploi Transfrontaliers du Département afin de les aider à retrouver un emploi (aide à la mobilité, apprentissage du néerlandais, acculturation, etc...).

Pour en savoir plus, retrouvez les présentations en ligne : <http://piver-hauts-de-france.org> et sur le réseau européen sur l'observation transfrontalière qui rassemble les représentants d'instituts statistiques, collectivités, ministère en charge de la cohésion territoriale, organismes nationaux, ainsi que la DG REGIO de la Commission européenne :

(<https://www.bbsr.bund.de/BBSR/DE/forschung/fachbeitraege/raumentwicklung/eu-council-presidency/network-cross-borderdata/main.html>)



Retrouver l'actualité de PIVER :

www.piver-hauts-de-france.org

contact@piver-hauts-de-france.org

@piver_hdf - <https://urlz.fr/8UWz>

